

Les débats éducatifs ne sont pas à la hauteur des enjeux

Plus que dans d'autres pays, l'école suscite en France des débats et polémiques passionnels qui ne demandent qu'à se réveiller dans l'espace public au fil de l'actualité, empêchant une réflexion sereine et distanciée sur les vrais défis et les innovations à porter.

Denis PAGET, professeur de lettres modernes, membre du Conseil supérieur des programmes

Du fait divers aux réformes plus ou moins profondes, tout est prétexte, en France, à relancer les clivages et invectives sur l'école, sujet qui plus que tout autre devrait au contraire se nourrir de distance, de pondération, de respect et d'écoute, de vision sur le long terme et de sens de l'intérêt général. Cette passion française repose, depuis l'installation définitive de la République, sur le lien qui l'unit à l'école publique et lui accorde donc en théorie un rôle majeur dans la fabrication de citoyens libres, égaux et fraternels. En France, toucher à l'école, c'est toujours toucher à la nation, à la laïcité fondatrice du contrat social.

On pourrait s'en réjouir, si les débats et les conflits avaient vraiment l'objectif de viser l'amélioration de la démocratie et l'approfondissement de la République sociale. Malheureusement les vertus républicaines ont laissé place à l'approximation dans les débats publics, voire à l'échange de tweets injurieux et souvent anonymes qui réduisent les questions scolaires à des poncifs peu soucieux de la complexité des missions éducatives quand il s'agit d'élever, d'éduquer et d'instruire, dans une même école, la totalité d'une population dont la diversité ne cesse de croître.

Les évaluations nationales et internationales convergent depuis le début de ce siècle vers un bilan de l'école française marqué par l'importance des écarts entre les meilleurs et les plus faibles, écarts fortement corrélés à une structure sociale elle-même de plus en plus clivée.

(1) Voir www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2017/01/16927_inegalites.pdf.

Les évaluations nationales et internationales convergent depuis le début de ce siècle vers un bilan de l'école française marqué par l'importance des écarts entre les meilleurs et les plus faibles, écarts fortement corrélés à une structure sociale elle-même de plus en plus clivée.

Des évaluations qui soulignent les inégalités

Elles montrent un affaiblissement des résultats dans des domaines essentiels des apprentissages. A l'évidence, si notre système éducatif est bien massifié, il n'a pas pour autant réussi à élever le niveau de toute une génération. Le rapport du Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) de septembre 2016⁽¹⁾ est sans appel : les élèves des établissements de l'éducation prioritaire apprennent dans des classes à peine moins chargées, leur temps d'apprentissage est « notablement raccourci » par les problèmes de discipline, les exclusions et l'absentéisme des élèves et des enseignants, les pratiques pédagogiques efficaces y sont moins utilisées, les enseignants y sont plus jeunes, moins expérimentés et n'y restent pas longtemps, le recours à des non-titulaires n'ayant reçu aucune formation y est plus élevé. Globalement notre école a conservé ses

rites et méthodes de sélection, et l'égalité y est plus apparente que réelle. Si les redoublements ont fortement diminué, ils n'ont fait place à aucune alternative pédagogique. L'accompagnement est à la marge, alors que les cours particuliers privés se sont très fortement développés. Les politiques d'abandon de la carte scolaire ont encouragé et accéléré le séparatisme scolaire et réduit, voire anéanti la mixité sociale dans quantité d'écoles et d'établissements. Les politiques d'orientation sont dominées par la volonté de trier plus que de favoriser le choix et l'ambition. Les baccalauréats restent très hiérarchisés, inégaux dans leurs débouchés, et les logiciels (Affelnet, APB) remplacent une politique volontariste de promotion sociale par des affectations autoritaires qui découragent les moins initiés aux arcanes du système.

Maintenir une école du passé ?

On pourrait donc s'attendre, devant un tel bilan, à des débats publics à la hauteur des constats et des défis. Or, il n'en est rien. Ils sont dominés par le souci de maintenir une école à l'image d'un passé où moins de 30 % d'une génération atteignait le baccalauréat avant 1980. Ils rencontrent aussi les fantasmes



© DR. PIXABAY, LICENCE CC

identitaires qui traversent les sociétés occidentales. Au moment où les premiers projets de programmes ont été mis en débat, en 2015, s'est élevée une polémique sur l'histoire nationale parce que le Conseil supérieur des programmes proposait des choix possibles au nom d'une conception visant moins à fortifier l'identité nationale, par son roman ou son récit continu, qu'à faire acquérir aux élèves les méthodes de pensée qui permettent de comprendre le présent par l'étude des sociétés du passé. De hautes personnalités se sont alors élevées, sans avoir lu les textes, contre un prétendu abandon de l'étude de la chrétienté ou du siècle des Lumières, sans jamais traiter la question de l'impossibilité d'organiser un enseignement formateur avec des programmes tellement surchargés que l'enseignement n'est qu'un survol de dates et de personnages dont les élèves pensent

qu'ils ne servent qu'à remplir inutilement leur mémoire. Les débats politiques de la prochaine élection présidentielle se font l'écho de ces prises de position. L'on a vu également se déployer, lors des débats autour de la réforme du collège, les bataillons de défense des langues anciennes ou des sections bilingues ou européennes. Sans entrer dans un débat sur la place de ces enseignements aujourd'hui, remarquons cependant que nul ne s'est soucié de défendre l'enseignement des langues de l'immigration ou des langues régionales ou des technologies, et que les débats se sont ainsi focalisés sur des enseignements qui s'adressent très majoritairement à des publics favorisés qui les choisissent moins par passion que parce qu'ils permettent de rester entre soi. Le rapport du Cnesco est bien loin d'avoir suscité le même intérêt que l'enseignement du latin, alors qu'il est à

Le discours récurrent sur l'individualisation de l'enseignement vide le système éducatif de sa capacité à faire travailler ensemble tous les enfants d'une même génération, à concilier le processus de socialisation avec celui de l'épanouissement des individus.

(2) « Mais qui sont les assassins de l'école? », titre d'un pamphlet lamentable d'une journaliste de *L'Obs* paru récemment pour dénoncer le prétendu complot de ces pédagogues qui sabordent l'Éducation nationale.

l'évidence beaucoup plus fondamental pour notre société. Dernier exemple en date de ces débats biaisés par le seul souci de maintenir une école très élitiste et fort peu républicaine : l'emballage médiatique autour de l'enseignement de la grammaire. Le blog d'une enseignante déçue par une formation probablement défailante, publié par *Télérama*, déclenche la polémique contre l'introduction d'un terme - ancien - utilisé précisément pour alléger le jargon grammatical et hiérarchiser l'étude progressive de la phrase simple, en en donnant une vision générale avant de rentrer dans le détail de ses constituants. Las, des journalistes s'emparent de l'affaire pour expliquer qu'on substitue le « *prédicat* » au complément d'objet, ruse des « *assassins de l'école* »⁽²⁾ pour ne plus enseigner l'accord du participe passé conjugué avec « avoir ». Ils prétendent qu'on reporte à la 5^{ème} l'étude de cet

accord et donc qu'on baisse le niveau d'exigence alors même que l'étude de l'accord avec le complément antéposé est reportée depuis longtemps en 5^{ème} et donc ne justifie pas l'usage de termes plus compliqués que celui de complément du verbe avant cette classe. Tel journal du dimanche interviewe un académicien, Bernard Pivot et Alain Finkielkraut, et le tour est joué. Comme si la grammaire de l'éti-quetage, de l'analyse grammaticale et de l'analyse logique d'antan, qui avait peut-être du sens avec le public privilégié des élèves latinistes des lycées d'autrefois, pouvait répondre aux difficultés des élèves d'aujourd'hui. Comme si les travaux de sciences du langage n'existaient pas. Comme si les programmes de 2008, calés sur ceux des années 1960, avaient réellement inversé la tendance à l'affaiblissement des compétences langagières des élèves. Et cela au prix de la mauvaise foi de ceux qui glosent sans même avoir consulté ces nouveaux programmes de français, jugés dans l'ensemble meilleurs que ceux de 2008 par les enseignants.

Les marronniers de l'enseignement

On pourrait ainsi allonger la liste de ces polémiques récurrentes qui remplacent un vrai débat sur les contenus d'enseignements et la manière de mieux les dispenser : la prétendue « méthode globale », qui n'a jamais vraiment gagné les salles de classe, la levée de boucliers contre la « nouvelle orthographe », quand on rappelle simplement les modestes rectifications parues au JO du 6 décembre 1990, les nostalgiques de la règle de trois, quand tous les mathématiciens s'accordent pour préférer enseigner la proportionnalité, la conviction du patronat que tous les professeurs de science économique et sociale sont des suppôts du marxisme qui dévalorisent l'entreprise aux yeux des élèves, les lobbies

Il est très étonnant de constater cette incapacité de la société française à se placer au niveau des vrais problèmes de son école, à inventer avec les professionnels compétents des solutions neuves à des problèmes inédits en sortant des nostalgies d'une école d'antan pourtant particulièrement sélective.

qui montent au créneau pour s'insurger contre la suppression d'un enseignement d'histoire-géographie en terminale S pour renforcer son caractère scientifique, alors qu'ils ne disaient rien sur cette absence en terminale technologique, etc.

Il est très étonnant de constater cette incapacité de la société française à se placer au niveau des vrais problèmes de son école, à prendre au sérieux les évaluations, à les traiter sur le long terme, et donc à inventer avec les professionnels compétents des solutions neuves à des problèmes inédits en sortant des nostalgies d'une école d'antan pourtant particulièrement sélective.

Les obstacles à l'évolution du système

A cela, plusieurs raisons. D'abord l'enrôlement des questions scolaires dans une temporalité politique qui ne peut être celle de l'école. La création du quinquennat a, de ce point de vue, grandement contribué à déstabiliser le système. Le roulement des nouveaux programmes en est un excellent exemple. Nouveaux programmes en 2002, puis en 2008, puis en 2016, avec des réorientations souvent radicales, ne tenant aucun compte du fait que la scolarité obligatoire se déroule sur neuf ans, plus trois années de maternelle. Un élève n'a pas même pu terminer cette scolarité avec des programmes conçus dans le même esprit. Du coup, les programmes de 2016 imposent une application inédite sur l'ensemble de la scolarité la même année, obligeant les enseignants à tout revoir à la rentrée et à appliquer une réforme non pas année après année mais d'un seul bloc la même année, comme s'il s'agissait d'un coup de baguette magique. C'est évidemment ne pas tenir compte du temps pour s'approprier des prescriptions complexes, pour repenser l'enseignement sur des cycles totalement nouveaux, notamment celui qui

est à cheval sur l'école primaire et le collège, pour travailler avec les autres niveaux et avec ses collègues, pour inventer de nouvelles séquences interdisciplinaires etc. Ensuite, il n'est pas du tout certain que l'objectif d'une école qui élève tous les élèves, et particulièrement ceux qui sont très éloignés des réquisits scolaires de par leurs origines familiales, soit réellement partagé et au moins majoritaire. Le discours récurrent sur l'individualisation de l'enseignement vide le système éducatif de sa capacité à faire travailler ensemble tous les enfants d'une même génération, à concilier le processus de socialisation avec celui de l'épanouissement des individus. La société française est profondément travaillée par le souci de l'entre-soi, qui se glisse dans les stratégies scolaires comme dans les choix d'établissements et même dans les choix immobiliers. Les forces politiques semblent avoir renoncé à affronter le coût politique de la mixité sociale. La pression de l'évaluation sur les élèves, la constitution de portefeuilles de « compétences » et de parcours d'orientation beaucoup trop précoces contribuent fortement à transformer la scolarité en système de concurrence interindividuelle et donc à trouver normal que, dès le collège et souvent avant, le but soit davantage d'orienter que de former. Enfin, l'ignorance de la complexité du métier d'enseignant, la faiblesse de la formation des maîtres, l'inadaptation des cursus universitaires aux besoins de l'enseignement scolaire, l'absence de formation continue digne de ce nom pour remettre à niveau les connaissances des enseignants constituent des obstacles majeurs pour penser l'évolution nécessaire du système. Ajoutons à cela la coupure étonnante entre une recherche en éducation, riche et foisonnante, et le monde de l'enseignement qui ignore ces travaux et parfois les méprise sans les connaître. ●